

PARU EN ESPAGNOL AU PRINTEMPS 2004 SOUS LE TITRE
*CO.P.E.L, BUTRONES Y OTRAS APORTACIONES DE
GRUPOS AUTONOMOS (EXPERIENCIAS DE LUCHA
AUTONOMA EN LOS AÑOS SETENTA, OCHENTA...)*

AVRIL 2005

**CO.P.E.L,
TUNNELS
ET AUTRES APPORTS
DES GROUPES AUTONOMES**



**EXPÉRIENCES DE LUTTES
DANS LES ANNÉES 70 ET 80
(VALENCE - ESPAGNE)**

Récupérer l'histoire, notre histoire et sortir de l'oubli la part qui servira à notre lutte quotidienne. La partie qui a été soigneusement tue et punie. Se souvenir, non pour commémorer le bon vieux temps mais pour attaquer efficacement notre ennemi, mieux le connaître, le démasquer lors des conflits.

Pour son intérêt et la méconnaissance qu'il y a entre nous de ces luttes proches, nous avons retranscrit une discussion menée par des copains durant l'hiver 2003 dans un local libertaire aujourd'hui expulsé. Nous nous sommes permis quelques corrections pour le rendre lisible sans en changer le contenu.

Pour tous ceux et celles qui quelque part, à moment donné, ont tout donné pour la liberté... Que ça ne soit pas en vain.

Quelques dingues incontrôlé-e-s, Valence, printemps 2004.



A. Bon, il me semble, corrigez-moi si je me gourde, que le but de cette réunion, à part la paella, le plaisir d'être ensemble et tout ça, est cet espèce d'intérêt négatif par rapport à la taule, n'est ce pas ? « Les prisonniers dans la rue », « Destruction des prisons », etc....En théorie, en plus de faire quelque chose ensemble, même peu, on peut aussi réfléchir à la question. Aujourd'hui, c'est pas un débat, mais un rappel comme illustration de nos principes, d'histoires vécues ça fait un bail, dans les années 70 et 80... Des histoires d'ici, de Valence qui luttait contre les taules en accord avec leurs moyens. Un copain qui a participé à cette mouvance durant ces années est venu, ce n'est pas un orateur-né, je raconterai donc en quoi consistaient ces histoires. Après, si vous voulez vous pouvez lui poser des questions. En partie, j'ai aussi vécu ces histoires.

Ces aventures...concrètement dans les années 70, il y avait une lutte en partie dans la rue et en partie des partis politiques pour l'amnistie, l'amnistie politique. Ce que recherchaient les bureaucrates politiques et syndicaux, c'était leur part du gâteau démocratique, ils se contentaient d'une amnistie politique qui sauverait les apparences démocratiques de l'époque : pour les délits d'opinion, politiques...Les libertés qui sous Franco constituaient un délit ont donc cessé de l'être et les gens prisonniers pour ces mêmes délits n'avaient plus qu'à être libérés. Il y avait beaucoup de monde, surtout en prison, et dans les quartiers leurs amis et leurs relations à qui ça semblait un peu limité. Ils pensaient qu'en plus de l'amnistie politique, il devait

trois pelés à payer, concrètement huit ou dix détenus contre lesquels ils avaient des preuves et c'est tout. Nous n'avons jamais entraîné une cascade d'arrestations. Ils en sont arrivés à créer une organisation appelée le GAR, Groupe Anarchiste Révolutionnaire, qui lançait des cocks sur des banques pour entrer en contact avec nous car ils savaient qu'il existait des gens qui brûlaient les banques chaque semaine sans arriver à les localiser. Ça les empêchait de dormir.

A. Comme notre forme d'organisation était basée sur des relations personnelles, c'était très difficile de l'infiltrer, ça fonctionnait avec le cœur. Qu'auraient pu faire cette bande de mouchards, de délateurs, de chiens, même pas de bons professionnels...

(Fin de la bande)

Abréviations & sigles

- Carabanchel, Herrera de la Mancha, el Dueso : Célèbres Centres de Détention pour longues peines.
- CCOO : Comisiones Obreras. Syndicat communiste
- CNT : Confederacion Nacional del Trabajo. Anarcho-sindicalistes
- COPEL : Coordinacion de los Presos en Lucha. Coordo. des prisonniers en lutte.
- ETA : Euskadi Ta Askatasuna. Lutte armée basque, se divise en 1973 entre ETA militaire (les « milis ») et ETA politico-militaire (les « polimilis ») Les autres combattants Basques seront les « Autonomes ».
- FIES : Fichier Intérieur de Suivi Spécial. Régime particulier institué en 1991 comparable au DPS en France...En particulièrement sévère.
- FRAP : Frente Revolucionario Patriotico Antifascista. Groupe armé marxiste-léniniste
- GAPEL : Grupos de Apoyo a los Presos. Groupes de soutien aux prisonniers.
- GRAPO : Grupo Revolucionario Antifascista Primero de Octubre. Dit aussi PCE(r)Groupe armé marxiste-léniniste.
- LCR : Liga Comunista Revolucionario. Variété commune de trotskistes.
- MA : Maison d'Arrêt. Traduction pour « Talego »
- PC : Partido Comunista. PC classique.

ce système, ça offre un point de vue sur l'essence de quelque chose : comment, d'où, à partir de quoi, comment ça s'est développé pour en arriver là. Une autre perspective est d'explorer le présent. Et donc, la lutte anti- carcérale... Dans cette mouvance, que je ne sais nommer, on parle beaucoup d'anti-carcéral, je suppose que tout le monde est contre la prison. Mais imaginons que la prison soit un ennemi, un monstre, avec des dents, des griffes, une bouche pour te bouffer, un estomac pour te digérer et un cul pour te chier, quelque chose de menaçant, qu'on puisse maudire, à qui on peut lancer des projectiles mais que ça ne dérange pas, contre lequel on ne peut rien. Ce n'est pas réel, c'est une vision distordue, un produit de la suggestion. Ce monstre n'a ni dents, ni griffes, rien de rien, ce n'est qu'une machine sociale déterminée, avec des mécanismes et une manière de fonctionner analysable et avec des failles et des faiblesses, des points vitaux atteignables. Il existe une distance entre l'attaquer symboliquement, verbalement, d'une manière désespérée mais avec un désespoir light, et l'attaquer véritablement, même modestement, même pas de manière décisive, même en menant une petite guérilla, en harcelant l'ennemi puisqu'il n'arrive pas à t'achever, mais en ne lui laissant pas l'initiative, en ne le laissant pas dominer ta vie, mais de temps en temps, saisir cette domination dans tes mains et l'expulser de ta vie. Bon, on peut combler cette distance, on peut s'attaquer au monstre et de diverses manières, mais il faut se donner la peine de faire des efforts adéquats.

Pas l'effort pour l'effort, personnellement je méprise la militance, le sacrifice, l'abnégation, l'héroïsme, ça m'emmerde. Mais moi, passionnément, pour être heureux, j'ai besoin de croire en la possibilité que ce qui me bousille vraiment, ce qui m'empêche de dormir puisse être vaincu. Et ce n'est pas une fantaisie ou une chose qui sort d'un stéréotype idéologique. Il faut mener un affrontement lucide et concret, ouvert face au monstre pour l'étudier et chercher sincèrement, sans prétextes ou justifications où on peut l'attaquer. Aujourd'hui, c'est plus difficile qu'à l'époque car la situation est plus complexe, la domination plus forte, entre autre chose parce que le monstre n'a eu personne face à lui depuis des années. On assiste au réveil de bien des thèmes qui sont restés enfouis longtemps en conséquence de cette défaite, mais c'est pour l'instant un réveil qui n'a pas réveillé grand chose. C'était déjà difficile de s'affronter à un monstre alors plus faible moins présent dans la vie sociale en général. La société était bien moins carcérale qu'aujourd'hui, ils peuvent toujours mettre les prisons hors des villes, les villes ressemblent à des prisons, la prison ainsi que le contrôle sont à domicile bien plus qu'avant... Et c'est le propos de cette rencontre. Il faut bien sûr regarder vers l'avant, mais aussi regarder en arrière pour ces raisons.

E. Et il faut voir qu'actuellement, il y a plus de gens bougeant et luttant de manière autonome qu'à l'époque où nous étions trois pelés. Les protagonistes étaient des militants issus de groupes ou de partis politiques, totalement téléguidés. Aujourd'hui, nous sommes plus nombreux. La répression aussi a changé, alors c'était de la pure brutalité, très forte. Nous par exemple, avons eu affaire à un groupe de mouchards qui lançaient aussi des cocktails Molotov la nuit pour entrer en contact avec nous et nous attraper. Avec tous les gens qui ont participé à ces choses, nous avons été

exister une grâce générale pour tous ceux qu'on appelait les prisonniers « sociaux » vu que s'ils s'étaient retrouvés au trou par la faute d'une situation socio-politique supposée s'améliorer rapidement, il fallait également leur donner une opportunité. Concrètement, ce type d'actions... Lors des manifs et des mobilisations, pour l'amnistie, on était beaucoup à réclamer une amnistie générale. Quand ils criaient « les prisonniers à la rue », nous autres on y rajoutait les droits communs, on faisait des pancartes, des choses du même genre. Dans les quartiers, à Valence, à Madrid, à Barcelone et ailleurs, existaient des maisons de jeunesse (bon, on vous précisera ce que c'était plus tard). Dans ces lieux et d'autres, il y avait les comités de soutien à la COPEL qui se consacraient à la solidarité par la propagande ou d'autres actions dont on reparlera au mouvement des prisonniers, en concret à la COPEL.

Par la suite, d'autres groupes, pas forcément issus de ces comités ou qui ne s'identifiaient pas exclusivement à la COPEL, car ce n'était qu'un aspect de la situation qui ont mené d'autres actions. Par exemple, larguer des cocktails Molotov sur des banques finançant les prisons. Ici à Valence, comme dans d'autres villes, différents groupes de quartier se coordonnaient au jour et à l'heure convenus ils brûlaient simultanément 10 ou 12 banques. Ces actions étaient motivées par divers motifs, entre autre avec les luttes des taulards. Avant, on jetait les cocks directement sur les vitres et tout cramait, c'était un régal (rires). On peut causer de ces actions parce qu'il y a prescription.

Ça c'est produit à l'époque appelée la « transition », moment d'affrontement direct avec l'État et de désobéissance, qui a duré un ou deux ans dans son climax, sa partie la plus importante. Quand ce mouvement s'est terminé, si on peut appeler ça un mouvement, ce fut la défaite puis ses conséquences. Alors, les gens qui avaient participé à tout ça se sont fait entôler, quelques uns de ceux qui y participaient de l'intérieur des taules ont été libérés. Ceux qui n'ont pas été libérés sont non seulement restés enfermés mais ont dû subir la répression pour leurs actes dans les départements cellulaires de premier degré (aujourd'hui appelés FIES) Le FIES n'est pas une invention récente mais il a toujours existé, c'est la prison dans la prison.

A l'époque, l'article 10 du règlement de l'AP qui existe encore, fut crée pour légaliser ce qui avait été fait contre le mouvement des prisonniers. C'est à dire qu'ils ont promulgué cette loi pour quasiment tous ceux qui avaient participé aux émeutes, évasions et luttes de l'époque et qui étaient déjà mis à l'isolement.

Les prisons de haute sécurité n'existaient pas, c'étaient des vieilles taules de premier degré, bien différentes, mais qui avaient des coursives dans lesquelles on trouvait des barrages permanents de flics anti-émeutes chargés de recevoir les prisonniers ayant levé la tête dans tout le pays et qui venaient recevoir au minimum un tabassage quotidien pour leur apprendre ce que c'est qu'une peine. Ça, ça se passait déjà en 1978 et 1979. Beaucoup d'individus qui s'étaient battus dans la rue ou qui avaient soutenu concrètement la lutte des prisonniers se retrouvaient eux-mêmes entaulés, peu sont restés à l'air libre.

Ici à Valence, comme dans le reste du pays, ces gens se réunissaient pour... lutter contre les prisons, comme ils n'avaient pas le choix vu que beaucoup de leurs camarades étaient emprisonnés, sortir leurs copains de prison.

Pas que leurs copains d'ailleurs, car la lutte avait commencée contre les prisons en général et ils n'ont pas fait d'actions pour sortir les potes mais favoriser toutes les évasions.

Qu'ont-ils fait ? Par exemple, donner un coup de main pour creuser des tunnels lors de tentatives d'évasions menées de l'extérieur vers l'intérieur. Ils se procuraient les outils et organisaient l'infrastructure pour assurer le succès des cavales si elles se produisaient, ce qui n'a pas toujours été le cas. Lorsque tout ça est devenu plus dur à cause de l'évolution pénitentiaire (qui n'a pas traîné) ils se sont mis à creuser des tunnels.

Imaginez, ici à Valence, un groupe large de personnes dispersées dans toute la ville ; qui se connaissent bien, comme ça peut être le cas ici-même, qui à moment donné se mettent à faire un tunnel pour sortir les gens de la MA. C'est bien ce qui est arrivé, ce qui fut tenté mais qui a foiré. A Valence, par les caractéristiques de cette lutte à laquelle participait beaucoup de monde, ce furent des actions très ouvertes. Ça a été critiqué par beaucoup, mais c'est une critique qui a été aussi une justification de la passivité car il n'y avait pas moyen de faire autrement. Ça a foiré parce que la police l'a su avant qu'on atteigne la prison. C'était une course de vitesse, essayer d'arriver avant de tomber et si on tombait, ben on avait au moins essayé. On est tombés à Valence. On a aussi essayé à Gérone où des potes s'étaient retrouvés au trou précisément pour avoir monté un braquage pour libérer d'autres amis prisonniers. Ils étaient tombés à Gérone. Donc, une équipe s'est déguisée en bleus de travail et s'est glissée dans les égouts pour creuser mais les potes ont été transférés. Du coup, ils ont remis ça à Barcelone. Là-bas, ils ont loué un rez-de-chaussée à côté de la « Modelo » et ils se sont remis à creuser. Comme ils ne pouvaient pas faire autrement, il a fallu stocker la terre dans l'appartement. Il y en avait tant que les murs ont quasiment explosé. Le voisin de pallier s'est demandé ce qu'il se passait et a appelé la police. Comme ceux-là étaient déjà sur les dents, ils ont affirmé que comme il y avait des résidences militaires proches, c'était ETA qui faisait un tunnel pour y placer une bombe, ce qui a été repris par la presse.

Bon, un autre aspect des choses de l'époque ; des gens qui avaient réussi l'évasion ou qui s'étaient enfuis de l'armée ou encore qui étaient en cavale pour X raisons. Il fallait leur trouver des planques ou les aider à sortir du pays. A l'époque c'était bien plus simple de falsifier les papiers ; et de se les procurer...

B. A l'époque, les taules étaient dans les villes.

A. La MA était juste sur l'allée Petxina, dans le vieil édifice qu'on aperçoit : la «

de se situer dans le Monde d'alors, les idéologies, les visions stratégiques d'alors, se convertissent actuellement en pièges car l'espace où elles peuvent être appliquées a énormément changé.

D'autre part, une des principales armes utilisée pour vaincre ce mouvement a été la mise en pratique d'un des principes essentiels de la domination qui consiste en ce que là où se trouve un territoire avec une population sous contrôle qui bouge selon des critères et une idéologie identifiables, il y aura toujours des électrons libres, éléments incontrôlés par nature. Mais, même incontrôlables, ils restent identifiables en tant que facteurs. Le principe consiste donc à ce que lorsqu'on détecte l'émergence d'un mouvement, d'une force pouvant se révéler périlleuse, il vaut mieux la faire avorter, ou plutôt la faire naître prématurément pour garder l'initiative, pour la diriger en sous-main, comme policier, comme militaire... Il s'agit de convertir les révolutionnaires en agents et les agents en révolutionnaires. Ce n'est pas de la poésie, c'est une chose très difficile à expliquer car pour que ça ait du sens, il faudrait faire un bilan historique détaillé, c'est à dire pas au travers d'une quelconque thèse stratégique, ce qui pour moi n'a aucune utilité, pas l'histoire au travers du prisme de la lutte des classes, mais en y apportant des détails ; et chaque détail bien démontré et documenté, d'une manière réaliste. Sans ça, ces affirmations ont peu de sens. Mais c'est une nécessité. Si pour moi c'est nécessaire de venir raconter des histoires passées, c'est justement pour ça ; parce que vous et nous, les copains, nous ne sommes pas si différents, il n'y pas tant de choses qui nous séparent, ni tant d'années. Et pourtant ! Vous ne saviez pas grand chose de ce qu'on vous a raconté ? Ça s'est pourtant produit ici il n'y a pas si longtemps. On peut le considérer comme une anecdote, comme une histoire parmi tant qui n'était pas connue et si on ne la connaît pas... Ça change quoi ? Si on ne sait rien de tout ça, est-ce si important ? Mais si on ne sait rien de tout ça, on en sait tout simplement moins, maintenant qu'on parlait de l'évolution des taules depuis l'époque, évolution qui en a fait une machine bien rodée (quoique tous ceux qui ont eu affaire à la prison savent que c'est de la merde) et qui pour sa finalité fonctionne à merveille. Et qui s'est énormément sophistiquée, qui a atteint un degré de sophistication extraordinaire depuis le temps où nous-autres on faisait nos actions. En fin de compte, l'objectif originel de la prison est de conditionner des êtres humains au point de les convertir en personnes à cent pour cent prévisibles qui ne feront rien contre le système même si ce sont des désobéissants prêts à enfreindre la loi, il n'y aura rien là que le système n'aura prévu, pour lequel le système n'ait une réponse, y compris une réponse sophistiquée qui aboutit à ce que cette personne se retourne contre elle-même au bénéfice du système.

Je ne sais pas si je me fais comprendre mais le système en arrive à faire croire qu'il est là depuis toujours et qu'il est éternel. Mais c'est faux, les choses ne sont pas les mêmes qu'il y a vingt ans, elles ont évolué malgré l'opposition de bien des gens qui avaient diverses consciences et qu'on a mentionné dans cette discussion. Malgré leur opposition, en luttant contre eux et en les battant lors de ces batailles. Et le monde a pris forme sur ces défaites. En connaissant ces histoires, on connaît mieux

symboliques comme les cocktails ou les bombes, on planquait les évadés ou les recherchés en cavale ; il y avait une infrastructure au niveau personnel, au niveau relationnel, de la part de gens autonomes qui étions en désaccord avec le genre de lutte politique menée par les partis. Qu'est ce qu'on peut faire maintenant ? Ce qui se faisait à l'époque était-il ou pas valide, ou possible...

A. Ou adéquat. Pour commencer, ce n'était pas forcément valide. Il ne s'agit donc pas de savoir si ce qui se faisait alors serait valide maintenant. Ce qu'on vous raconte n'est pas une guéguerre, en fait, c'est une suite de défaites. Presque rien ne s'est bien conclu, on avait beaucoup de cœur à l'ouvrage mais en réalité peu de...

E. Ouais mais il y a eu du très bon ! On a extrait des balles du corps d'amis blessés lors d'affrontements avec la police car on avait des potes médecins. Il y avait des potes de tous genres qui ne faisaient peut-être rien d'autre mais que tu pouvais aller voir en disant : « j'ai besoin de planquer quelqu'un » et pas de problèmes, il y avait des baraques pour cacher qui que ce soit. Ou un toubib, même peu expérimenté, était prêt à sortir une balle pour ne pas avoir à amener un blessé à l'hôpital. Et c'est bien à ça qu'a été utilisé le pognon récupéré.

A. Il y avait une attitude de résistance très prononcée, une habitude d'aller contre la loi car nous avons grandi sous le franquisme et sous Franco tout était interdit. Si tu voulais vivre, tu devais entrer en clandestinité d'une manière ou d'une autre. Il régnait aussi plus d'imagination, car l'esprit n'était pas autant colonisé par le capital, pour le dire tout net. Tout ce qu'il a pu arriver... Il y avait une grande zone d'ombre et une fois passée la ligne, tu te trouvais là, sans limites, pour l'explorer.

Aujourd'hui ce n'est plus le problème. Aujourd'hui le pouvoir agit avec la même brutalité mais y ajoute des moyens plus sophistiqués placés dans la subjectivité de chacun depuis son enfance. Et maintenant, d'une part... le contrôle des corps, des comportements, des mouvements de chacun... auparavant, l'ensemble des surveillances avait des failles énormes, dans l'actualité, ils sont si puissants qu'on en arrive à ne plus les voir et si profonds qu'il est difficile de bouger sans être sous contrôle. Il se produit également que lorsque tu veux arriver quelque part, à une position de résistance, à une attitude de désobéissance, à une activité illégale et que tu y parviens, l'ennemi occupe le terrain depuis déjà longtemps. Vous voyez ce que je veux dire ? Tu en arrives à un certain point et ton espace, ton comportement est intégré, sous contrôle et ton attitude est déjà prévue. Et pourquoi donc ? Parce qu'à l'époque... oui, c'est vrai, il faudrait certainement en discuter pour le démontrer, bref, dans les années 60/70, s'est au moins produite une vague de désobéissance agressive contre le système qui a traversé toute l'Europe : l'Italie, la France, l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, les Etats-Unis... et qui a mis en péril les maîtres du monde. Il s'est livré des batailles décisives et, malheureusement, ce mouvement de rébellion a perdu. Et n'a pas seulement perdu comme sujet opposant, les conditions dans lesquelles ce sujet avait ses origines et s'était développé ont été altérées, ou même supprimées, au point que les manières

Modelo », ok ? Il y avait aussi des émeutes, les gens s'y intéressaient et accouraient immédiatement. La tactique utilisée était de grimper sur les toits pour y déployer une banderole, puis, foutre le feu à la taule, ce qui était joli à voir. Ça pour ceux de l'intérieur.

Dans les rues autour de la prison, il y avait de temps en temps des affrontements avec les flics qui à l'époque chargeaient directement. On élevait des barricades, par exemple de pneus enflammés. Bon, voilà en quelque sorte un résumé des événements dont on est supposé causer. A partir de là, il vaut mieux que vous posiez des questions.

G. La COPEL qui avait démarré avant, en quoi ça consistait ?

E. La COPEL naît avec la première amnistie accordée par Franco, aux politiques (il y en a eu aussi pour les droits communs mais très peu). En conséquence, au fur et à mesure des grâces, on oublie les droits communs qui commencent à se coordonner, surtout à Carabanchel et naît la Coordination des Prisonniers En Lutte, la COPEL. D'après ce que je sais, car je n'étais pas en taule à l'époque, ça débute à Madrid et petit à petit, avec les transferts subis en repréailles aux événements de Carabanchel, les gens se dispersent dans toutes les taules d'Espagne et des embryons se créent partout.

C'était le temps des émeutes qui revendiquaient l'amnistie pour tous, celle qui n'a été accordée en fin de compte qu'aux politiques. La coordination a commencé par les mutineries et a créé l'organisation. Il y avait certes l'orga mais en même temps, tous les prisonniers qui voulaient lutter ou se battre étaient des prisonniers en lutte. Je veux dire par là que quand il y avait une mutinerie et que les gens montaient sur les toits, ils étaient tous de la COPEL à partir de cet instant, bien qu'à Valence, à l'époque, il n'y avait que deux ou trois personnes de la COPEL (A. connaît mieux les détails) lorsqu'on « prenait la verticale », ceux qui occupaient le faisaient pour l'ensemble des prisonniers.

A. Une parenthèse ; la COPEL n'est pas une organisation à proprement dire. Elle surgit à Madrid et c'était une des manières de se faire entendre, une plate-forme de revendications... Les gens s'y identifient et des groupes se revendiquent COPEL. Mais par exemple, ici à Valence, dans les années où j'y étais, au temps postérieur au « Dueso », la COPEL avait émis un communiqué largement diffusé disant qu'il y avait une motion de confiance au directeur de l'Administration Pénitentiaire d'alors. En conséquence nous sommes sortis de la mouvance COPEL car ils avaient opté pour une tactique que nous jugions réformiste. Nous avons donc foutu le feu à la taule et on emmerde la COPEL !

Ce que je veux dire c'est que la COPEL n'était pas le mouvement des prisonniers, c'était un de ses aspects particuliers, significatif, qui a eu de l'influence tant positive que négative. C'était bien une minorité de petits malins, de dirigeants, qui négociaient

ciaient, qui se nommaient représentants sans autre mandats que leur bon vouloir, sans passer par l'assemblée. Ils ont eu un rôle pour le moins ambivalent, au début très positif, de détonateurs vers une lutte généralisée puis négatif de syndicalistes, c'est à dire de démobilisateurs.

G. Si je comprends bien, la COPEL c'était surtout des droits communs ?

A. Absolument.

G. Et par la suite, les politiques ?

E. Non, à ce moment, il n'y en avait pratiquement pas.

G. Ils avaient été amnistiés...

E. Exactement, Ils avaient été tous amnistiés, les seuls politiques qui étaient entrés après l'amnistie, c'étaient l'ETA et les GRAPO, du moins ceux qui s'étaient fait ser-
rer à ce moment. Tous ceux d'avant, d'ETA, des GRAPO, du FRAP, les anarchistes
avaient tous été graciés.

G. Y avait-il une nette différence entre politiques et droits communs ?

E. De fait, oui. Quand je suis tombé ils faisaient la différence. Concrètement, à Carabanchel, il y avait des droits co. et des politiques. A mon arrivée, j'étais toujours placé dans une coursive de droits communs, on me demandait si j'étais un prisonnier « politique » ou un prisonnier « social » et moi je répondais que j'étais un prisonnier « normal » ; je ne me suis jamais défini comme un « politique ». Toutefois jusqu'en 1984 / 1985, ils étaient différenciés dans les taules, surtout là où on trouvait beaucoup de politiques. J'ai été enfermé longtemps à Valence et j'étais pratiquement seul, au mieux on était trois ou quatre mais il n'y avait pas de distinctions, on était tous des prisonniers et c'est marre. A Barcelone ou à Madrid, à Carabanchel, ils faisaient la distinction, surtout avec l'ETA, les GRAPO et la CNT.

A. C'est pas tant que les prisonniers politiques aient eu un statut spécial, explicite, reconnu mais qu'ils étaient nombreux. Ils foutaient le souk tant dans la prison qu'à l'extérieur pour être reconnus en tant que tels. Il y avait bien des présumés politiques qui ne jouaient pas à ça, qui ne jouions pas ce jeu, nous ne faisons pas de distinctions et nous critiquions, nous nous opposions aux autres qui se revendiquaient politiques. Nous ne suivions pas ce mouvement et on s'affrontait sur ce sujet précis.

E. La vérité, c'est que les prisonniers politiques à Carabanchel, lors de mon passage (début des années 80) avaient des privilèges. Ils les avaient conquis, c'est entendu, mais c'étaient des privilégiés.

A. Car ils avaient le pouvoir de se retrouver, par exemple 150, comme les Milis

E. Oui, mais c'est postérieur, des années 80. A la fin des années 70, il y avait vraiment peu de prisonnières, la plupart étaient à Yeserias, à Madrid.

A. Aujourd'hui, il y a 60 000 prisonnier-e-s, il y en avait alors douze ou treize mille et le pourcentage de femmes était bien moindre. Depuis, ça n'a fait qu'augmenter, bien qu'elles restent une minorité. C'était vraiment minime. Dans les prisons pour femmes, on ne respectait ni les droits humains ni la dignité, il y avait des traitements dégradants et tout ce que vous imaginez, mais le style était celui-ci : un couvent où les bonnes sœurs étaient des geôlières. On trouvait ça à Trinidad, à Barcelone et ici aussi, je crois...

E. Imagine qu'à Valence il y avait 800 prisonniers et 8 ou 10 prisonnières.

A. Ça a évolué. Et les prisonnières ont beaucoup de problèmes spécifiques comme la maternité.

G. Je pense qu'ils faisaient avant tout ressentir aux femmes qu'elles étaient des femmes mauvaises et « dévaluées », catégoriquement mal vues pour avoir abandonné leurs enfants. Des marginales vivant la nuit et qui avaient oublié leurs devoirs de femmes. Ce qui est plus un châtiment pour être femme.

E. De nos jours, dans les prisons pour femmes, on trouve encore ce genre de schéma.

(Quelqu'un parle du côté positif de certaines expériences menées à Valence, d'alternatives à la prison, d'appartements en milieu ouvert pour que des mères prisonnières puissent vivre avec leurs enfants. C'est assez incompréhensible sur la cas-
sette..)

A. Mais c'est impossible. C'est comme des brèches faites pour être comblées. Le but de ces appartements, c'est d'enfermer quelqu'un par le moyen où ça lui fait le plus mal : l'enfant. C'est de la barbarie. D'autre part, si on prend le cas des hommes, des prisonniers en général, plus de la moitié sont des prisonniers volontaires, faut bien le reconnaître. La MA est une chose extensible, comme des cercles : la répression est très concentrée sur le noyau central, puis elle est diffuse. Plus tu te trouves à la périphérie, plus la prison dépend de ta subjectivité, tu peux être ton propre geôlier. On ne va pas en prison pour deux raisons, ou parce qu'on ne se fait pas prendre (la minorité), ou parce qu'on respecte la loi et ceux qui respectent la loi n'ont pas besoin de geôlier, ils le portent en eux. Vas-y E. raconte l'histoire de Barcelone.

E. Mais avant, je pensais que le principal était de faire le lien avec notre situation présente. Quelqu'un a demandé qu'est ce qu'on faisait comme soutien et j'y réfléchissais en dehors de l'info ou de la propagande. Ben, nous étions quelques uns à faire ceci : on montait des braquages pour payer des cautions, pour envoyer de l'argent aux prisonniers et en plus du soutien aux luttes de l'intérieur par des actions

rations, comprenant la lutte autonome des prisonniers n'ont pas perduré. Et pas seulement entre les prisonniers, c'est simple, un sur dix au mitard, un sur dix à Herrera, et dans la rue, un sur dix en MA. Les prisonniers sont un groupe social déterminé, un échantillon représentatif. Ce qui se produit dehors n'est pas séparable de ce qui se passe dans les prisons. Et la composition de la population pénitentiaire n'est pas séparable de la population en général. Un exemple, jusqu'en 1978, la majorité des prisonniers sont là pour avoir volé une 1430 (voiture) l'avoir lancé sur un magasin d'électroménager et avoir sorti des articles à revendre (ou une affaire semblable). Trois ans avant, ceux qui faisaient ça appartenaient aux bandes de quartier qui s'affrontaient entre eux dans les discothèques pour marquer leurs territoires. Quatre ans plus tard, ceux qui n'étaient pas morts ou enfermés, qui n'étaient pas devenus maçons et mariés sont devenus braqueurs.

Ceci n'est pas de la délinquance, c'est un secteur du prolétariat qui agit d'une manière précise, qui désobéit d'une manière précise. Et il n'a pas moins de dignité que d'autres désobéissances, y compris c'est plus radical ou plus risqué que d'appartenir, je sais pas moi, aux CCOO, par exemple.

G. Je pense que quand tu finis par sortir de la prison, que tu bosses, pour faire référence aux maçons que tu citais, s'il y a un braquage... Est ce qu'ils ne viennent pas te chercher d'abord à toi pour t'y remettre sans savoir si c'est toi, ou comment ça se passait ?

A. Surtout sous Franco, ça se faisait beaucoup d'attraper un âne, de lui faire avouer la mort de Manolete (fameux torero) et de laisser courir le taureau.

G. Une question pour les deux. Si vous connaissez la situation de la prison pour femmes à l'époque. Tout ce que vous avez abordé, je crois que ça fait référence à des prisons de mecs.

E. Je peux surtout parler de mon époque ici à Valence. Il y avait très peu de femmes avec nous, peut-être entre quatre et dix. A Valence, il n'y a pas eu d'agitation comparable comme la COPEL chez les hommes. Il me semble qu'à Barcelone oui car il y avait plus de prisonnières. Mais il y avait vraiment peu de prisonnières en ce temps-là.

A. Les prisons pour femmes étaient gérées par des religieuses. C'est pas qu'elles aient été meilleures que les hommes mais elles jouaient une manière plus paternaliste de contrôle, en te bouffant le moral. C'était comme un couvent.

G. C'est à dire que c'était plus de la torture psychologique que physique.

A. C'est ce que je pense. Dans le bouquin de l'appel des autonomes depuis la prison de Ségovie, il y a le récit de la Trinidad.

(ETA-Militaire) ou 80 à 60 entre les Polimilis (ETA- Politico-militaire) ou les GRAPO et d'agir ensemble en ayant derrière toute une organisation « terroriste » qui pouvait menacer les gardes ou des choses du genre. De plus, ils défendaient leurs privilèges et leurs intérêts face aux autres prisonniers. Ça créait donc une situation de toutes pièces.

Bien sûr, il y avait toujours eu discrètement une politique spéciale pour les prisonniers politiques. Aujourd'hui, il y a les FIES pour les prisonniers pour actes terroristes, c'est-à-dire un statut spécial pour les politiques. A l'époque ce n'était pas explicite mais ça existait en pratique. Bon, de nos jours, c'est comparable, les FIES ne sont qu'une circulaire devenue loi.

E. Tu n'as pas fait le rapprochement entre les FIES et Herrera de la Mancha. Je les comparerais ; Ce qu'était Herrera à l'époque, ce serait les FIES d'aujourd'hui.

A. Les FIES de l'époque, c'étaient Ocaña, el Puerto, Burgos et Huesca, les taules soumises à un régime spécial ; où il y avait des compagnies d'anti-émeutes en permanence. Tu arrivais et à peine descendu du fourgon, où on t'avait traîné sans crier gare, dans un bloc, tu devais traverser une haie d'anti-émeutes qui te trébalaient dans tout le centre de détention à coup de matraques. Normalement, il y avait une cour entourée de cellules, puis une autre, etc... On te traînait d'abord dans un angle, on te déshabillait, on te giflait, on te faisait faire des pompes, tout ça sous les matraques, pas vrai ? Après on te conduisait à ta cellule située à l'autre bout du bâtiment, en te frappant. Ainsi, tu apprenais le fonctionnement. Le tabassage quotidien n'était jamais oublié dans les pires moments. Herrera, c'était comme qui dirait une expérience pilote qui commençait ainsi et qui finissait en gravissant tous les échelons du système pénitentiaire.

C'est de là que sont parties les bases de la réforme pénitentiaire. Tu déboulais au premier degré, en recevant des coups de tuyau tous les jours et s'ils arrivaient à t'achever (car beaucoup pétaient les plombs, on le sait par le cas de beaucoup de camarades) tu passais à la deuxième phase, à la troisième et tu finissais au deuxième degré. Y compris, tu pouvais sortir en régime ouvert mais normalement on t'avais brisé quelque chose à l'intérieur, ainsi qu'à l'extérieur.

G. En parlant d'Herrera, tu te réfères à la Maison d'Arrêt ?

A. Oui, à celle d' Herrera de la Mancha.

G. C'était un régime spécial ?

E. A Herrera, on mettait les irrécupérables des MA, des embrouilleurs, ce qui était la moindre des choses, ou des combattifs qui avaient participé aux mutineries.

A. Les indomptables des MA allaient à Ocaña, au Puerto ou à Burgos, les fous à

Huesca avant l'ouverture d'Herrera. Lorsque Garcia Valdés ouvre Herrera, en 1979, on a continué à remplir ces taules. Seuls des cas spéciaux allaient à Herrera. Toujours pour diviser. Quand il y avait des problèmes, un allait à Ocaña, un à Burgos, etc...et un à Herrera. Par exemple, ceux qui ont été témoins de la mort d'Agustin Rueda, « le Rat », pour les torturer et les obliger à revenir sur leurs déclarations. De retour à Carabanchel, ils portaient plainte et dénonçaient leurs tortures devant le juge, et « je maintiens mes déclarations », on les re-transférait à Herrera et on les « soignait » encore. C'était, je le répète, une prison pilote où on choisissait des gens pour les casser ; sous couvert de bons sentiments, avec le nouveau système. Ocaña, el Puerto... c'était à l'ancienne, Herrera, le paradigme de la réforme, concentrant tous les traitements de la nouvelle loi dans un espace et un temps réduit. Bon, c'est pas vraiment le thème de la discussion d'aujourd'hui, on peut en reparler...

F. Ce qu'on voudrait savoir, c'est comment vous faisiez pour faire savoir vos actions à l'intérieur, comment s'organisait la communication entre dehors et dedans.

E. On n'était pas si nombreux. Nous étions des autonomes, indépendants, qui ne militions pas au PC ni même à la CNT. On se connaissait du quartier, le notre c'était Orriols, un groupe de potes. A part ce groupe d'amis se connaissant depuis la MJC locale, on fréquentait d'autres bandes des quartiers voisins : Benicalap, Benimaclet, Quart ou Mislata. Au niveau personnel, on pouvait se retrouver à 20 ou 30 sensibilisés et participants à la lutte des prisonniers. On organisait des festivals, de la propagande, on mettait une pancarte sur la Vierge là-bas, on faisait des débats, des colloques et en même temps des activités plus combatives comme l'a raconté A., lancers de cocktails, une bombinette au tribunal...

On faisait du soutien avec du fric, de l'info et des avocats. On avait une amie avocate qui était bien impliquée ainsi que quelques autres. Par la suite, on s'est radicalisé, surtout à partir du moment où des potes du groupe sont tombés pour des actions...bon, avec des armes, quoi. Et bien, fallait les sortir de là. On s'est donc mis à aborder sérieusement la question. Le problème c'est qu'on manquait d'expérience, on n'avait que de la bonne volonté. On a commencé à agir, je vous raconterai comment.

A. Les contacts avec ceux qui luttait de l'intérieur et les infos sur les actions de dehors, au début ça passait par l'avocate, cette femme assise là et qui ne dit rien car elle ne veut pas parler.

E. Un cas : à l'intérieur ils ont construit un tunnel pour se barrer. Pour creuser, ils manquaient d'outils et à cette époque, on pouvait faire passer des trucs par les avocats. On leur a passé des pics et même un talkie-walkie pour être en liaison avec les terrassiers. Nous on était dehors, en contact avec eux pour qu'au moment de la sortie on leur file un coup de main. Tout était très informel, des histoires de potes et d'affinités, il n'y avait aucune organisation ou quoique ce soit qui y ressemblait.

regroupement, lors de la grève, comme la surveillance se relâchait, on s'est échappés et réfugiés dans une cellule de la quatrième où nous nous sommes barricadés. Ils nous ont sorti en nous tabassant et nous ont envoyé au mitard où nous sommes restés 23 jours en grève de la faim ; finalement, ils nous ont mis à la quatrième. Là, on avait des connaissances, vous allez voir, ce groupe de gens d'une part prêts à lutter et d'autre part jouant un rôle de dirigeants, y compris de manipulateurs, entre une avant-garde et une mafia. Ils nous respectaient en tant qu'anarchistes et braqueurs, à l'époque il y avait encore assez peu de braqueurs. C'était pas une histoire de se revendiquer ou non politiques, ce n'était pas notre truc. Ce que nous recherchions, c'était les gens qui connaissaient les amis de la rue, untel ou untel avec qui on était déjà rentré en contact, ce qu'on cherchait, c'était de cohabiter avec eux, d'aller là pour continuer la lutte.

G. Avant, on trouvait beaucoup de drogues dans la prison ?

A. Avant et maintenant. Dans les années évoquées, il y avait moins de dope dans la prison comme dans la rue. Le premier junkie est entré à la MA de Valence précisément en 78. C'était une chose bizarre. Et c'était un pote. On pressait le psychiatre de la prison pour lui donner un traitement ou quelque chose. Puis, dedans comme dehors est arrivée l'héroïne par paquets. Au début ceux qui voyageaient en Thaïlande allaient la chercher. C'était un truc d'initiés, d'une petite minorité, qui jouent aux hippies, qui goûtent de tout, l'aventure, quoi...le piège. A moment donné, c'est la Garde Civile qui a introduit de grandes quantités d'héroïne au Pays Basque, en Andalousie, partout ; par des mouchards. Pourquoi ? Parce ce que ça s'est produit dans des endroits où les gens luttait. Par exemple en Euskadi, en pleine situation explosive avec des combats de rue quotidiens et pas toujours pour des raisons nationalistes. Une désobéissance généralisée, des ouvriers qui ne veulent plus être ouvriers mais qui voulaient renverser l'ordre établi, foutre le bordel. Beaucoup ont fini junkies, beaucoup sont morts, d'autres en taule.

Et on nous ressort l'histoire des politiques et des droits-cos. ! C'est une différence vraiment bidon ! C'est l'époque où commence une vague de braquages de banques, en 78, 79, 80... Jusqu'alors, personne n'osait faire ça à part des truands professionnels ou des gens venus de l'étranger. Et puis, tout le monde a remarqué que c'était facile. Et c'est parti dans tout le pays, des hold-up, des bracos, comme s'il en pleuvait. C'est pas de la délinquance à opposer à... c'est un mouvement à mon sens politique, d'expropriations, de reprises, contre la propriété et c'est tout ! En plus, ces gens n'avaient pas des manières de truands, de brasseurs de fortunes, car en réalité, ces gens qui tombaient pour braquages, qui étaient prêts à tout, faisaient aussi tout ce qu'on a raconté. Ils étaient prêts à aider les collègues à s'évader, à donner du soutien si quelqu'un y arrivait, à donner un coup de main aux luttes. Il y a eu un truc nommé la GAPEL, les Groupes de Soutien aux Prisonniers en Lutte... Tous les mouvements, y compris celui auquel on avait participé, ont duré très peu, ils ont agi comme un détonateur. Au sein d'un mouvement plus large, avec d'autres caractéristiques, plus complexe. Ces types de comportements, ces tendances et ces aspi-

personnes s'arrachent. Le problème, c'est que je voulais que mes potes sortent en premier. Un copain était tombé avec A. et il était à Ocaña, je lui ait dit de faire passer le mot à A. Qu'il se débrouille pour se faire transférer à Valence. Bon, à part ça, l'idée, c'était d'être contre les prisons, donc évasion générale.

A. Le tunnel était pour faire sortir la quatrième coursive. C'est là qu'étaient mis tous les punis des émeutes précédentes. Personne n'était prévu de la troisième mais toute la quatrième si.

E. Et en plus, de l'extérieur, il y avait Elle, qui aurait passé un tank si nécessaire ! Alors, les parloirs avec les avocats se faisaient à travers des grillages, elle prenait tous les risques pour passer par là tout ce qu'il fallait. Des infos par ci, par là, pour garder le contact, tout quoi !

G. Vous bossiez bien avec les droits-communs, non ?

A. Ben tiens ! On n'était pas des politiques, on était contre ces divisions.

E. Le tunnel qu'ils ont creusé vers l'extérieur, ton père y était.

A. Oui, ce sont Cefe, le Crespo, Palomares et Chacon qui l'ont démarré. Nous nous sommes rajoutés.

G. Mais vous aviez le statut de « politiques » ?

A. Pas nous, non ! On était droits-cos. Ils savaient tous qu'on avait à voir avec la politique mais on n'en voulait pas. Nous, les quatre qui sommes tombés en 78 à Valence, on a oublié de se revendiquer « politiques ».

G. Mais enfin, vous êtes tombés pour une histoire politique...

A. On est tombé parce qu'on s'est fait avoir bêtement et qu'ils nous ont pris avec des armes.

G. Bon, mais ça faisait une différence dans la MA. Même si tu ne te définis pas comme un politique, les autres savent que tu es là pour un acte politique, n'est ce pas ?

A. Notre différence, c'est qu'ils nous craignaient un peu car ils ne savaient pas par où on allait sortir...Alors, nous étions quatre, les deux plus jeunes, ils nous ont mis dans la première galerie, réservée aux mineurs, les deux autres dans la troisième. Mais le foyer d'agitation était bien la quatrième. Depuis le début on voulait évidemment rester ensemble et se faire transférer dans cette coursive où il y avait de l'animation ; ailleurs on jouait aux cartes et nous voulions nous évader ou foutre le feu à la prison ou les deux. Nous avons entamé une grève de la faim pour exiger le

G. Bien sûr, par les avocats... Les familles aussi, non ?

A. Ça s'est déroulé ainsi, ici à Barona, il y avait ce club, le 14/17... au début, juste un club paroissial, un truc du temps de Franco. Dans tous les villages et les quartiers il existait des clubs qu'on appelait les clubs-télévisions. A l'époque, personne n'avait la télé et ils l'ont mise dans des locaux appartenant à l'église, ça attirait la jeunesse, pour leur bouffer l'esprit, pour les parquer. Mais, avec le temps, ils ont perdu complètement le contrôle. Au début les chrétiens de base se réunissaient d'un côté, ceux de l'HOAC ou de la JOC (organisations ouvrières catholiques plus ou moins combattives) parce qu'on était dans des quartiers prolos et de l'autre l'extrême gauche, les trotskistes, les maos, la LCR, le FRAP, AC, Etc. Dans beaucoup de ces clubs ce sont d'abord les curés puis les bureaucrates qui ont perdu le contrôle et en fin de compte, n'y restaient que ceux qui les faisaient fonctionner, une pratique assembléiste.

D'un côté, il y avait le but de maintenir le local et son histoire et de l'autre le fait de s'impliquer dans les luttes du quartier. Dans les quartiers il y avait beaucoup de délinquants, de voleurs qui rentraient et sortaient de la taule ; par leur intermédiaire, on avait pas mal de contacts. Il y avait pas mal d'évadés et on leur donnait un coup de main. Puis, on est rentré personnellement en taule. On avait déjà fait des groupes de soutien à la COPEL et on connaissait ceux qui étaient censés être de la COPEL. En fait, tout ça était très relatif, ce n'était pas un groupe organisé, c'était un groupe précis de gens donnés à un moment précis. Par exemple, à Madrid, ils étaient en contact avec un groupe de jeunes avocats, ils ont réussi à monter une histoire qui a eu de grosses répercussions médiatiques mais c'était aussi un exemple dans la prison.

Les gens suivaient le mouvement et s'identifiaient à la COPEL. Toutefois, ceux qu'on a rencontré en rentrant dans la taule n'étaient pas exactement de la COPEL, seuls quelques uns arrivaient de Madrid et avaient participé à sa fondation. Quand on a déboulé, c'était la bande plus ou moins agitée qui se barricadait dans la quatrième coursive et qui proclamait l'autogestion, le tout avec un rôle très ambigu entre ceux qui agissaient et ceux qui ne foutaient rien. Il y avait une menace permanente de mutinerie. Les matons n'étaient pas rassurés, pas plus par les directives envoyées par Jesus Hadad (directeur général de la pénitencière, éliminé par les GRAPO) qui menait une politique incohérente.

Donc, dans des espaces précis de la prison, les prisonniers avaient pris le pouvoir. Il y avait des assemblées totalement menées par les taulards. Un certain groupe se revendiquait de la COPEL mais on ne peut pas dire qu'ils y appartenaient. C'étaient des meneurs, s'il y avait des abus entre prisonniers, c'est eux qui allaient demander des comptes aux coupables.

Nous, quand on est tombés, on ne nous a pas placés dans la quatrième, le foyer d'agitation, ils nous ont mis deux dans la première et deux dans la troisième. On a donc commencé par une grève de la faim pour être réunis. On a gagné et on est allé à la quatrième. Et c'est là qu'on a commencé à creuser comme vous a raconté E. Des potes à lui ont stocké les outils et ont commencé à creuser dans leur cellule, nous nous sommes rajoutés. La galerie était pleine de terre, toutes les cellules des concernés également, les couchettes étaient bourrées de terre et une mouche n'aurait pas pu voler. On contrôlait la galerie et ceux qui voulaient attaquer une émeute, on les calmait parce qu'on voulait se tailler. Par ailleurs, on piquait le vin et on le répartissait. C'était ambigu, légèrement mafieux mais ça avait un aspect combatif très fort et courageux, prêts à tout. Il y avait aussi du personnalisme, un groupe dominant. Beaucoup en avaient ras le bol qu'ils les contrôlent. L'accord, c'était que si la galerie était découverte, la MA brûlerait. Et c'est ce qui est arrivé : on a été découvert et on a mis le feu à la prison, on a fait une mutinerie royale.

C'était ça la COPEL de l'époque sur Valence. En vérité de ceux qui avons fait tout ça, personne n'était de la COPEL originelle, ils étaient dans d'autres coursives et suivaient les directives de Madrid ou des diverses prisons où ils avaient transféré les membres de la première COPEL.

Après Carabanchel, a surgi un autre groupe qui s'est aussi appelé COPEL à Barcelone et disons que dans tout le pays il y a eu des mouvements qui se sont identifiés à ce sigle. Pendant quelques mois, surtout en 1977, il y avait des mutineries hebdomadaires, partout des émeutes, des auto-mutilations, des grèves de la faim...

En réalité, les gens de base rejoignaient le mouvement car ils y voyaient la possibilité de sortir avec la revendication d'amnistie générale. Par la suite, le phénomène COPEL a été habilement manipulé par Garcia Valdés, le directeur arrivé après l'exécution de Jesus Hadad et par Tavera.

Du temps de Hadad, ils avaient mis tous les soi-disant meneurs au Centre de Dueso, en passant par Burgos. Là, ils les tabassaient, ils leur piquaient tout, les fouaillaient à poil, leur rasaient la tête, leur collaient une combinaison et les envoyaient à Dueso. Là-bas, ils étaient enfermés en quartier d'isolement et recevaient des coups. Ce que c'était, c'est une longue histoire, un peu macabre mais c'était un endroit où quand ton pied mordait la ligne, on te tapait dessus. Lorsqu'à la tête de l'Administration Pénitentiaire est arrivé Valdés avec sa réputation de juriste démocrate et progressiste, il s'est présenté au Dueso ; auparavant ils avaient sorti tout le monde du QI et proclamé l'autogestion ; jusqu'à leur donner l'administration de l'économat.

Après est venu le coup de négocier la réforme pénitentiaire. Quelques uns se sont fait abuser et d'autres, je suppose que ça les arrangeait bien. Un communiqué est sorti comme sortaient les communiqués de cette époque : par exemple, quelqu'un

qui parlait trop : chaque fois qu'il était arrêté, il y en avait quatre vingt qui tombaient derrière. Je ne pense pas qu'il ait parlé au commissariat mais à son arrivée à la MA il s'est vanté aux gens de la troisième. Tout ça parce que tous les soi-disant membres de la COPEL étaient à la troisième.

E. Deux frères de X travaillaient au tunnel et ce mec s'est refait choper alors qu'il venait à peine de sortir. Il aurait surpris des conversations de ses frangins et l'aurait ouvert dans la prison, ça pourrait bien être l'explication. Pour notre défense, je veux dire que du côté des participants, y compris avant, à l'époque des cocktails, il n'y a eu aucune fuite, c'était un groupe plutôt sûr.

A. C'était des groupes très ouverts et il n'y a jamais eu d'indiscrétions, car c'étaient des relations personnelles, avec des gens de confiance qui s'estimaient.

E. C'étaient des gens qui sortaient de l'époque Franquiste, habitués aux règles de la clandestinité, à ne pas se vanter, à se taire. Je crois que ça a bien fonctionné. En fait, les choses qui nous ont fait tomber ne sont jamais arrivées par mouchardage, ça a été par hasard.

A. Des membres de la CNT disaient que ce n'était pas très sérieux, que trop de gens étaient au courant.

E. Ben ouais, je l'ai aussi entendu dire et c'est peut-être même vrai. Mais comment pouvait-on faire ?

A. Je crois que ce qu'ils font, c'est juste de la justification a posteriori parce qu'à l'époque au lieu de prendre des risques, c'était plus facile de dire : « Bah ! Quelle bande de bordéliques. »

G. Et où se trouve cet endroit par lequel vous avez essayé de faire la galerie ?

E. On a commencé en direction de Mislata, à côté du fleuve, avec la prison à notre gauche. Dans la rue qui va en droite ligne à Mislata, se trouve une bouche d'égout. De là on rejoint Mislata par les égouts puis il n'y a pas d'autres galeries jusqu'à la MA. C'est là qu'on a commencé le tunnel. Et on avait creusé dix mètres avant notre arrestation. On entrait au Campanar, au milieu d'un jardin, par un regard et on devait marcher deux kilomètres jusqu'à y parvenir. On entrait très très loin de la taule. La nuit où il nous ont chopé, la Garde Civile était là-bas, nous attendant depuis deux ou trois jours. Ils avaient mobilisés tout le corps pour nous attendre. Ils ne savaient pas par où on entrait, ils connaissaient l'emplacement du tunnel car ils l'avaient vu avant de nous détenir mais ils ne savaient pas où nous serrer.

G. Qui devait s'évader ?

E. A l'origine c'était prévu comme une évasion générale ; tenter que le maximum de

dans un égout très étroit mais c'était impossible d'y travailler ou de s'en servir. On n'avait pas de moyens car on était à Barcelone et un copain et moi, il fallait se transporter à Gérone, on voyageait en train en tenue de plongée ! Imaginez... pour aller à Gérone, ça allait encore mais le retour avec l'odeur d'égouts ! Ça ne pouvait pas durer ! On manquait d'infrastructure sur place. Nous vivions à Valence et c'est alors qu'on a sérieusement étudié la possibilité d'agir sur place. On a visité les égouts proches de la prison, du côté du fleuve et on a finalement trouvé la possibilité de creuser 50 mètres de galeries, on a bossé deux ou trois mois.

A. Vous avez bossé...qui, combien, comment ?

E. On est partis à quatre ou cinq, mais il y en avait qui abandonnaient. Il manquait donc du monde. On a prévenu des proches. Il n'y avait aucun type d'organisation ni rien de ce genre. On passait le mot et la majorité des gens disait d'accord pour participer. Certains venaient un jour, d'autres longtemps, ainsi de suite...

A. Combien de gens en sont venus à travailler ?

E. A Valence assez peu, au mieux une douzaine de personnes.

A. Et combien soutenaient ? Combien de personnes étaient au courant ?

E. Ben, en théorie, les participants. Sinon, ça aurait causé et trop de gens l'auraient su, mais théoriquement, seuls les participants...

G. Quelqu'un a trop parlé ?

E. Non, la chute, n'est pas venue de là, c'est venu d'ailleurs mais on ne peut pas encore le raconter avec certitude. On était en contact avec un droit commun. Le frère de ce dernier travaillait avec nous. En fait, il a étudié l'affaire depuis le début et y a bossé jusqu'à la fin. Il semblerait que la mère de ce gars et de son frère avait une relation privilégiée avec un sergent de la Garde Civile détaché à la prison. Il y en a pour affirmer que l'histoire est sortie par-là. En fait, deux ou trois jours avant de nous arrêter, ils nous attendaient. Pas à l'accès des égouts, ils avaient un réseau de surveillance radio sur une zone de deux kilomètres totalement quadrillée par la Garde Civile. Deux ou trois jours avant ils avaient fait une fouille très poussée de la prison. Pour moi, l'info est sortie de la prison, des prisonniers.

A. Toutefois, avant la fouille, nous étions dans la quatrième en attendant le jour J. Un jour, des gens de la troisième viennent me trouver et me disent : « Dis-donc, qu'est qui se passe ? Il y a une rumeur sur un tunnel... » J'ai fait un tour dans la troisième pour causer avec les uns et les autres et il y avait bien une vague rumeur qui courrait. Ils ne savaient rien mais se doutaient de quelque chose. Avant les arrestations, il y a une fouille très poussée dans la quatrième, pas dans la troisième, une perquisite vraiment poussée, bien sûr, ils n'ont rien trouvé. Ces jours-là est tombé X

recevait par courrier un livre à la couverture cartonnée dont une partie avait été évidée et dans le trou se trouvait un papier authentifié par des signatures. Ce papier disait qu'il fallait accorder un vote de confiance à Garcia Valdés pour la réforme pénitentiaire. Notre réaction ainsi que celle de la majorité de la quatrième courative a été de dire qu'on ne voulait pas d'une cage dorée, qu'on voulait la liberté. Qu'ils se colent la réforme au cul, on peut pas aménager les prisons, il faut les détruire. Nous avons donc rompu pour suivre notre histoire et on a mis le feu à la prison quand la COPEL avait demandé qu'il n'y ait plus de mutineries. A partir de ce moment s'est produite ce que les criminologues appellent la bifurcation : les teigneux vont aux FIES et les gentils en régime ouvert. Que les méchants crèvent à l'isolement et que les autres pourrissent dans la taule, s'institutionnalisent et passent par les escroqueries de la réadaptation qui n'est qu'un processus de dégradation et d'humiliation. C'est parti avec les soi-disant de la COPEL, les gens qui bougeaient, les plus intelligents ou impétueux. Ceux qui s'adaptaient, qui négociaient, qui ont marché dans les propositions de la « cogestion » menées dans divers centres pénitentiaires ont été les premiers à sortir ; ils n'allaient plus à Ocaña, à Burgos, à Huesca et finalement à Herrera. Voilà ce qui s'est passé.

G. Qui étaient les comités de soutien à la COPEL ?

E. Nous n'étions pas vraiment un comité de soutien à la COPEL, nous soutenions la lutte des prisonniers. Ce qu'il y avait alors à l'intérieur, en théorie, c'était la COPEL. Donc, va pour la COPEL. Nous on sortait un canard où au lieu de nos articles, on mettait des textes venant de la prison, une revue de presse et on appelait ça « Ceux qui n'ont jamais eu la parole la prennent une fois pour toutes ». On l'a repris d'une revue de Barcelone ou de Madrid. Avec ça on avait des contacts, on les passait à des gens précis, des gens du quartier, via les avocats. Au moment des mutineries, à ceux qui étaient au mitard, on leur faisait passer des choses, de la bouffe, des habits...pas mal de choses par l'intermédiaire de Presen qui donnait des cours à la prison pour femmes puis à celle des hommes.

C'était notre groupe de rue qui se réunissait pour faire des choses plus ou moins légales : des autocollants, des brochures, des revues, des festivals, des débats...la prof' était avec nous pour tout ça. C'était une nana très impliquée qui a donné un coup de main dans les choses légales et qui l'a bien fait. C'était une fonctionnaire et tout ce qu'on peut en dire, c'est du bien.

A. Comment ont commencé les lancers de cocktails ?

E. C'est parti à l'anniversaire des cinq dernières exécutions sous Franco, celles du 27 septembre 1975.

A. Je croyais que ça avait commencé avec l'exécution de Puig Antich...

E. Ben nous on a commencé pour l'anniversaire du 27 septembre, en 1976. C'est à

partir de là qu'on a commencé à parler des droits communs, ce qui ne se faisait pas. La suite ce fut le soutien aux luttes des prisonniers, comme disaient nos communiqués anonymes « A bas les murs des prisons ! » Comme disait A. en une nuit, il y avait 30 ou 40 personnes lançant des cocks à la même heure. Par exemple, on décidait « à minuit » et à minuit il y avait 10 ou 15 banques qui cramaient, deux ou trois par banques, pour attirer l'attention et envoyer un communiqué, nous n'avions pas d'autres ambitions.

Ok, changer un peu la lutte, c'est à dire la radicaliser. La lutte des droits communs était totalement ignorée des partis et des syndicats, seuls quelques groupuscules d'extrême gauche et de la CNT y prenaient part et encore, ils se contentaient de passer les communiqués dans leurs publications. Mais lors des émeutes, lorsque les gens se manifestaient, personne ne donnait un coup de main. Nous on a fait plusieurs appels pour des manifs et on s'est retrouvés 50 au maximum. Il ne restait que nous, ceux du quartier et des environs...

G. Quelle était la relation entre les droits communs et les politiques ?

A. A l'époque, au début, il n'y avait donc plus de politiques grâce à l'amnistie. Là faut distinguer deux choses : l'amnistie et la grâce. L'amnistie signifie que ce qui était considéré comme un délit ne l'est plus, le cas d'alors : les délits d'opinion, d'association... qui n'existent plus quand la dictature devient « démocratie ». La grâce, c'est quand on supprime la peine à quelqu'un bien que les raisons pour lesquelles il a été puni continuent. L'amnistie n'a touché que les politiques. Les Droits-Cos. demandaient une grâce générale en considérant discriminatoire de gracier les politiques pour avoir changé la situation sans leur donner, à eux, une deuxième opportunité.

E. Existait alors l'Association des Parents des Prisonniers Politiques, la FAP. Puis, ceux du FRAP avaient la leur, l'AFAPE, mais rien pour les droits communs, les parents étaient là au niveau personnel. Bien sûr, il n'y avait pas de coordination entre eux.

G. Alors quelle était la relation, dans la prison, entre ceux qui avaient du soutien extérieur et les autres ?

E. Je ne peux pas parler du temps des mutineries, j'étais pas enfermé. Je peux causer des années 80, quand j'y étais et en général il y avait des différences. Les politiques restaient entre eux et les « sociaux » aussi. Il y avait très peu de communications. Sauf exceptions, ils ne se mélangeaient pas aux droits communs, ils étaient d'une autre classe.

A. En général, les politiques, tant « démocrates » que « terroristes » méprisaient les droits communs. Entre autres, les GRAPO en arrivaient à dire : « lorsqu'on sera au pouvoir, on vous enverra construire des autoroutes ». Seuls quelques gugusses arrêtaient d'être des politiques, on passait plus de temps avec les droits-cos.

E. Il y avait une différence de fond, au niveau social, des gens qui ont du temps pour penser, d'autres dont la vie est toute tracée et qui volent pour survivre.

A. Il faut distinguer, par exemple, un prisonnier politique du PC ou des CCOO issu d'un parti ou syndicat « démocratique » qui étaient en majorité à la mort de Franco et qui sont sortis en 1976 de ceux qui se trouvaient là pour des actions armées, qui sont sortis plus tard (jusqu'à fin 1977) et qui y sont retournés après. Le genre « démocrates » appartient évidemment à la bourgeoisie, ce sont des agents du capital, il n'y a pas de doutes. Agents pour lesquels à ce moment, malheureusement, les circonstances politiques sont défavorables pour leurs chefs. A l'arrivée de la démocratie, tous les politiques non catalogués « terroristes » sortent aussitôt car ils manquaient à leurs partis et sont allés se partager le gâteau avec les autres. Ils restent les membres d'ETA, des GRAPO, du FRAP qui ont une vision autoritaire, étatiste, aucunement ennemis du système carcéral, c'est à dire partisans de l'Etat ou de la répression sans aucune solidarité avec les droits communs. Ils défendent leurs privilèges et c'est tout. J'ai vu les Grapos, à Carabanchel, poursuivre un jeunot qui leur avait volé un truc et le lyncher ; ils voulaient le jeter depuis le troisième étage. On disait, à l'époque, que ce genre d'actes se passait dans les commissariats, et bien les Grapos savaient aussi les faire. Dans le troisième département de Carabanchel vivaient : au troisième étage les politiques, au deuxième des cas intermédiaires et au premier les communs. Quand on a vu la scène, les gens sont montés furieux et on allait avoir un affrontement bestial. Résultat : le gamin est parti au mitard ; c'était le lyncher ou le dénoncer pour s'en débarrasser.

Cet exemple sert à se faire une idée. D'autres auront une vision différente, c'est la mienne. J'ai eu des embrouilles et des coups avec les membres des GRAPO ou d'ETA à ce sujet. A Carabanchel, comme les Etrras étaient en majorité, ils négociaient avec la direction ce qui leur passait par la tête et nous-autres, la macédoine politique, les autonomes ou ceux de la CNT, ou nous faisons ce qu'ils avaient décidé ou nous faisons comme ils disaient, voilà l'alternative qui nous restait selon eux. Jusqu'à l'absurde... ils avaient décidé de nettoyer la taule par tours successifs, selon les blocs, nous on avait décidé qu'on nettoierait pas notre prison, plutôt crever ! Lorsque c'était notre tour, ces fils de putes venaient nous obliger à nettoyer et il fallait se battre avec eux pour dire non.

A. Faut voir que tout ça (les tunnels depuis l'extérieur ou l'intérieur) a été, disons une réadaptation de toute la mouvance dont on a parlé, le quartier, les clubs ou les comités de soutien à la COPEL ...Autres mésaventures, autre travail et tout le monde se met à creuser !

E. On est parti de votre tunnel qui a foiré plus ou moins en juin 1978. Puis, à l'été tout ce qu'on vous a dit à Gérone. Ils sont tombés et nous ont fait passer le mot que c'était jouable par les égouts. On est restés sur place plusieurs mois pour tenter le coup mais ça n'a pas été possible. Concrètement, je me suis trouvé sous la prison